

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18129 - 70ÈME ANNÉE

Retour près de 20 ans en arrière, le requin a bon dos, la crise est le résultat des décisions de l'ex-président d'Air Austral et bientôt ex-président de la Région Réunion

15.000 touristes de moins en 4 ans à cause de Didier Robert

Les données sont claires, la baisse du nombre de touristes est due essentiellement à la chute de la fréquentation venue de France. Les choix de Didier Robert, président d'Air Austral, de ne plus desservir la France sauf Paris, et de Didier Robert, président de la Région, d'offrir à ceux qui ont les moyens d'aller en France une aide aux vacances pèsent lourdement dans la situation actuelle. Elles ont entraîné une complication supplémentaire pour les touristes potentiels, et ont aussi contribué à maintenir des prix trop élevés pour les billets d'avion. Tout le reste n'est que diversion car dans les autres îles de notre région vivent aussi des requins, ce qui ne les empêche pas de célébrer une hausse du nombre de leurs visiteurs.



Le prix du billet d'avion ne favorise pas la venue des touristes.

Deux semaines après la révélation du gaspillage des fonds publics pour le tourisme, l'enquête de fréquentation tou-

ristique confirme la catastrophe. Ces chiffres sont publics depuis hier. Ils sont sans concession : avec Didier Robert à la Région, La Réunion plonge au niveau où elle

était avant que Paul Vergès devienne président de cette collectivité. Tous les efforts fait sous la précédente mandature pour remonter la pente après la crise du chi-

kungunya sont remis en cause. A force de travail, l'Alliance et l'ancienne équipe de l'IRT avait fait remonter à 420.000 le nombre de touristes. Sur cet élan, la nouvelle direction de la Région avait pu se vanter d'avoir fait venir 440.000 visiteurs en 2011. Depuis, c'est la chute. Il y a eu en 2014 15.000 touristes de moins qu'en 2010, malgré des budgets en constante augmentation. Le dernier rapport de la Chambre régionale des comptes n'avait pas manqué de constater que plus la Région dépensait de l'argent, moins il y avait de touristes.

Stoppons ce gaspillage dans 8 mois

La baisse est due principalement aux touristes venus de France. La Réunion paie donc la stratégie de Didier Robert épinglée dans un rapport de la Cour des comptes en 2014. Quand ce dernier était président d'Air Austral, il a décidé de supprimer toutes les liaisons vers la France sauf celle en provenance de Paris. De plus, l'aide aux vacances versée par la Région à ceux qui ont les moyens de partir en France a un effet inflationniste sur les billets d'avions. Il est grand temps de stopper l'hémorragie en interdisant à Didier Robert de gérer la Région à partir de décembre prochain.

Où sont les 600.000 touristes promis ?

En effet, dans les autres îles de la Région, où vivent également des requins, il n'y a pas de chute de fréquentation. Ce sont donc bien des décisions politiques, et non pas un événement conjoncturel, qui sont à l'origine de la dégringolade.

Où sont donc les 600.000 touristes promis par Didier Robert pour se faire élire président de Région grâce aux socialistes ? Où sont les 15.000 emplois promis par le même personnage ?

La Réunion paie toujours lourdement le choix fait par la Fédération socialiste de trahir la gauche et de faire gagner l'UMP en 2010.

Gageons que les choses puissent rentrer dans l'ordre dans 8 mois, date de la fin du mandat de Didier Robert à la tête de la collectivité compétente en matière de tourisme.

Le communiqué de l'INSEE

405.700 touristes à La Réunion en 2014

En 2014, 405 700 touristes extérieurs ont visité La Réunion, soit 2,5 % de moins qu'en 2013.

La baisse est toutefois contenue par rapport aux années précédentes (-6,8 % en 2013, -5,3 % en 2012). Le recul est dû principalement au tourisme d'agrément en provenance de France métropolitaine.

Une diversification de clientèle en cours

Les touristes en provenance de France métropolitaine restent largement majoritaires (78 %), mais ils sont moins nombreux en 2014. À l'opposé, la part des visiteurs qui résident en Europe ou dans la zone océan Indien progresse significativement, ce qui tend à rééquilibrer en partie les pertes sur le marché français.

La fréquentation des touristes en provenance du reste de l'Europe augmente ainsi très fortement pour atteindre un niveau historique : 32 400 touristes européens ont visité La Réunion en 2014 (+49 %).

Le nombre de touristes en provenance de la zone océan Indien repart à la hausse (+6 %). Ces touristes viennent principalement de l'île Maurice et de Madagascar.

Un quart des 315 500 touristes en provenance de France métropolitaine résident en île-de-France, 10 % en Rhône-Alpes et 8 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur. La part des touristes venant de régions de province est stable depuis 2011.

Le tourisme d'agrément recule sensiblement

Le tourisme d'agrément, qui est motivé principalement par la découverte de l'île, recule de 10 % en 2014. Ce motif de visite représente 37 % de l'ensemble des touristes. Trois touristes d'agrément sur quatre viennent de métropole. Les touristes d'agrément visitent fréquemment La Réunion en fin d'année.

Le tourisme affinitaire, motivé par la visite de proches, baisse légèrement (-2 %). Ces touristes viennent principalement de France métropolitaine (84 %) et 10 % d'entre eux proviennent de la zone océan Indien. Après une baisse en 2013, le tourisme d'affaires progresse fortement en 2014 pour atteindre son plus haut niveau (45 300 visiteurs). L'afflux de ces professionnels permet de compenser en partie le fort recul du tourisme d'agrément.

L'hébergement marchand reste stable

Le nombre de touristes hébergés principalement dans le secteur marchand est quasiment stable (-0,5 %) et reste majoritaire. Les gîtes et maisons d'hôtes subissent cependant la baisse de la fréquentation des touristes d'agrément (-17 %).

Les touristes sont restés en moyenne 17 jours sur l'île, comme en 2013. La durée du séjour de tous ceux qui ont séjourné principalement à l'hôtel reste stable (6,3 jours).

Les touristes ayant été moins nombreux en 2014, ils ont aussi moins dépensé durant leur séjour. Leurs dépenses totales s'élèvent à 292 millions d'euros, soit 4 % de moins qu'en 2013.

93 % des touristes recommandent la destination Réunion

L'intérêt touristique de l'île ne faiblit pas : 95 % des touristes plébiscitent l'intérêt de la destination et l'accueil en 2014. Par ailleurs, 93 % des touristes recommanderaient la destination Réunion. L'hébergement, la restauration ou les loisirs bénéficient également de très bonnes appréciations, avec plus de 90 % de touristes qui se déclarent satisfaits.

Edito

De la Mer Méditerranée à la Mer Comorienne

De part ses responsabilités, Mme Paul-Langevin a survolé la Mer Méditerranée pour atterrir à Mayotte. Les deux géographies distantes de plusieurs milliers de kilomètres sont reliées par une triste réalité commune. Ce sont les 2 endroits les plus connus au monde où la mer engloutit chaque année des centaines, voire des milliers de vies innocentes à la recherche d'un mieux vivre.

C'est la France qui a créé la situation d'inégalité en Mer Comorienne, transformant Mayotte en modèle à atteindre et en interdisant les populations voisines d'y avoir accès. Quelle que soit la rhétorique utilisée pour justifier cette situation, il ne faut jamais oublier que pendant plus d'un siècle, la France avait la responsabilité de développer l'ensemble comorien, elle ne l'a pas fait. La nouvelle situation a déjà poussé à la noyade plusieurs milliers de personnes qui ont pris le risque d'aller à Mayotte en Kwassa Kwassa dans des conditions extrêmes. Ceux et celles qui ont réussi à atteindre la terre ferme sont reconduits à la frontière. Près de 20 000 par an. Ces chiffres ne peuvent qu'augmenter dans l'avenir.

Toujours la France, elle a bombardé la Libye et détruit les institutions étatiques, son économie. Était-ce bien le but visé par Sarkozy quand il avait lancé l'opération militaire avec son ami Cameron, Premier ministre de Grande Bretagne? Le résultat de l'intervention a créé le chaos. Les survivants sont obligés de fuir leur propre pays. Cette situation extrême a conduit des dizaines

de milliers de personnes à tenter la traversée de la Méditerranée pour atteindre l'Europe, présentée comme modèle de vie et de stabilité. Beaucoup ont péri en mer, avec femmes et enfants. Le scandale est tellement énorme que L'Union européenne a été appelée au secours.

Hélas, que peut l'Europe quand l'un de ses membres utilise sa puissance militaire pour aller régler des comptes avec des peuples qui ont eu le malheur de choisir des dirigeants qui ne plaisent pas aux Français. En Libye, Kadhafi a été assassiné parce qu'il était accusé de dictateur. Aux Comores, les dirigeants étaient assassinés par des mercenaires français qui devenaient les maîtres du pays. L'ambassade continuait à coopérer. L'alternance politique n'a rien changé. La France est actuellement en guerre ouverte contre la Syrie. Le cas de l'Irak voisine envahie par les Américains sur la base d'un mensonge ne suffit pas pour montrer le ridicule de la situation.

Si la gauche a encore un sens, combien de jours de deuil seront décrétés par le gouvernement socialiste pour saluer la mémoire de ces milliers de morts innocents périés en Méditerranée ? Mme Pau-Langevin aura-t-elle un mot de condoléance envers les familles qui ont perdu un des leurs en Mer Comorienne?

Ary Yen Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

L'impact de l'activité humaine sera étudié

Requins à La Réunion : le traitement des eaux usées a-t-il failli ?

Ce vendredi, la ministre des Outre-mer a rencontré des personnes concernées par la crise requins, puis a vu la nature des dispositifs de sécurité mis en œuvre. Enfin, elle a annoncé de nouvelles mesures. À court terme, une hausse du nombre de requins tigre et bouledogue pêchés et des moyens supplémentaires pour sécuriser les pratiques nautiques. À plus long terme une intensification de la recherche pour mieux connaître les causes d'une perturbation possible de l'environnement marin à La Réunion, hypothèse pouvant expliquer la fréquence plus importante des attaques depuis quelques années.



George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer

George Pau-Langevin a conclu son séjour à La Réunion par une séquence sur le risque requin. Elle a tout d'abord rencontré des personnes concernées à la sous-préfecture de Saint-Paul. Elle a ensuite pris la mer à Saint-Gilles pour constater les mesures prises pour assurer la sécurité des usagers de la mer. Enfin, accompagnée de Dominique Sorin, préfet de La Réunion, et de Nicolas Le Bianic, chargé de prévention Risque Requin à la préfecture, la ministre a annoncé de nouvelles mesures à la presse.

Subvention de 6 millions d'euros

Un sujet pris très au sérieux par le gouvernement, dit la ministre, qui rappelle l'obligation de protéger la population.

Elle a donc annoncé 8 initiatives. Parmi elles, figure notamment la hausse de la contribution financière de l'État : 1 million d'euros par an soit 6 millions sur la période du

plan. George Pau-Langevin a aussi confirmé des dispositifs expérimentaux pour sécuriser les pratiques d'activités nautiques sur quelques sites. Elle a également annoncé une intensification de la pêche des requins tigre et requins bouledogue, y compris dans les zones de la réserve marine où la pêche d'autres poissons est autorisée. Aucun quota n'a été annoncé, les requins seront chassés par des pêcheurs professionnels qui seront rémunérés par l'État. Le nombre de requins pêchés est aujourd'hui d'environ 90 par an, il sera accru significativement tout en sachant que ce n'est pas en pêchant des requins que le danger disparaîtra.

Elle a aussi rappelé la ferme interdiction de la consommation du requin, sur recommandation de l'Autorité nationale de sécurité sanitaire.

George Pau-Langevin a aussi insisté sur l'importance de partager les messages de prévention : «même si on a mis de la sécurité et un système d'alerte, si les interdictions ne sont pas respectées, nous allons

vers des difficultés».

«Intensifier la recherche scientifique»

La ministre a en effet souligné l'importance de savoir pourquoi ce risque est-il arrivé à ce point. Il s'agit de vérifier s'il n'y a pas eu de rupture des équilibres dans le milieu marin. D'ores et déjà, il n'y a aucun lien démontré entre la présence de la réserve marine et les attaques, a affirmé George Pau-Langevin.

Il faut donc «intensifier la recherche scientifique», l'encourager pour savoir ce qui a changé dans l'environnement de La Réunion.

La ministre a constaté aussi que l'augmentation de la population s'est accompagnée d'une hausse du volume de rejet des eaux usées dans la mer. George Pau-Langevin a indiqué qu'un certain retard a été pris à La Réunion dans le traitement de ces déchets.

Elle a aussi fait part d'une croissance de la pollution après de fortes pluies et des orages, notamment parce que les ravines abritent des choses qui ne doivent pas y être entreposées. Et si des activités humaines à La Réunion produisaient de la nourriture qui attire les requins ? Cette question mérite d'être creusée.

Toutes ces actions visent à améliorer l'image de La Réunion. Mais plus largement, c'est le tourisme outre-mer qui fera l'objet en juin prochain d'un comité interministériel présidé par Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères.

M.M.

Centenaire du génocide arménien

Vladimir Poutine et François Hollande commémorent les victimes

Les présidents français et russe se sont rendus à Erevan, en Arménie, afin de rendre hommage aux victimes du génocide arménien à l'occasion des cérémonies du centenaire. Ces derniers ont assuré que les victimes ne seraient pas oubliées.

Plusieurs dirigeants se sont réunis au mémorial du génocide, construit sur les hauteurs de la capitale arménienne, après avoir remonté l'Allée du deuil pour retrouver le couple présidentiel arménien. Ces derniers ont déposé une gerbe commune formant un myosotis, la fleur du souvenir. Après avoir observé une minute de silence, le président arménien Serge Sargsian a remercié tous ceux qui « sont présents ici, pour dire que rien n'est oublié ».

« La France n'oubliera jamais »

« Je m'incline devant la mémoire des victimes et je viens dire à nos amis arméniens que nous n'oublierons jamais », a déclaré François Hollande, lors de son allocution. Le chef de l'État a envoyé « un message de paix et de réconciliation ». Le président a indiqué que « la France n'oubliera jamais les tragédies traversées par le peuple arménien ».

François Hollande a appelé à demi-mot Ankara à reconnaître le génocide arménien. Les massacres perpétrés par les Turcs ottomans en 1915 sur 1,5 million d'Arméniens n'a toujours pas été reconnu par les autorités turques. « Il y a en Turquie des mots, et des mots importants, qui ont déjà été prononcés mais d'autres sont encore attendus pour que le partage du chagrin puisse devenir le partage d'un destin », a déclaré le président français, qui a également lancé un appel en faveur des chrétiens d'Orient.

François Hollande en a profité pour rappeler que « la France reconnaît publiquement le génocide » depuis la loi du 29 janvier 2001. Pour ce dernier « commémorer un génocide n'est pas ouvrir un procès », « c'est reconnaître une tragédie qui a frap-

pé l'humanité tout entière. » De son côté, le président russe a appelé « que rien, pour la Russie, ne peut justifier des massacres de masses ».

Ce dernier a appelé la communauté internationale à « tout faire pour que les peuples ne connaissent par les horreurs de la xénophobie, de l'hostilité religieuse, du nationalisme agressif ». « Par millions, notre peuple a été déraciné et massacré de manière préméditée, par le feu et l'épée, il a goûté aux fruits amers de la torture et du chagrin », a pour sa part évoqué le chef de l'Église arménienne, le Catholicos Karékine II.

Le président allemand, Joachim Gauck, a lui reconnu pour la première fois le génocide des Arméniens, jeudi 23 avril, ajoutant qu'il y avait « une coresponsabilité, et même, potentiellement, une complicité » allemande dans ce crime. « Nous devons également, nous Allemands, faire notre travail de mémoire », a-t-il déclaré lors d'une cérémonie religieuse à Berlin, à la veille des commémorations officielles du centenaire.

Le blocage persiste entre les deux hommes

Profitant de cette occasion, les présidents russe et français se sont rencontrés afin d'échanger sur l'Ukraine. Les deux hommes ont évoqué les derniers développements de la crise, deux jours après la rencontre du 22 avril à Paris entre François Hollande et le président ukrainien Petro Porochenko. Le président français et la chancelière allemande, Angela Merkel, avaient entamé une médiation visant à mettre en place une trêve en Ukraine, lors des dernières négociations à Minsk en mi-février en présence de Vladimir Poutine.

Face à la tension persistante entre européens et russes, la France avait prit la décision de suspendre la livraison de navires de guerre Mistral à la Russie. Une décision jugée sans importance par les autorités russes, car « le contrat (visait, ndlr) avant tout à soutenir les chantiers navals français ».

La vente à la Russie de deux Mistral, avait été conclue en juin 2011 sous la présidence de Nicolas Sarkozy, pour un montant de 1,2 milliard d'euros. Cependant, fin novembre 2014, François Hollande décide de reporter jusqu'à nouvel ordre de la livraison du premier de ces bâtiments de projection et de commandement (BPC), compte tenu du rôle de la Russie dans le conflit en Ukraine. A l'issue de sa rencontre avec le président russe, François Hollande a annoncé qu'aucune décision n'avait été prise, laissant le dossier encore en suspens.

Quelques heures auparavant, Vladimir Poutine, a déclaré « ces derniers temps, nos relations se sont malheureusement détériorées, les échanges commerciaux ont chuté. Nos relations sont dans un état déplorable. A mon avis, nous devons rechercher des moyens de les rétablir », à l'agence Sputniknews. Un appel lancé au moment où François Hollande appelle la Russie à « aller de l'avant » dans l'application des accords de paix de Minsk pour l'Ukraine.

SaiLin

Quelles solutions aux «grands défis de notre époque» ?

Tariq Ramadan : «Nous sommes tous frères et sœurs en humanité»

Le célèbre professeur d'université, philosophe et écrivain suisse Tariq Ramadan a tenu une magnifique conférence ce mercredi 22 avril dans la grande salle de l'ancien hôtel de ville de Saint-Denis sur le thème : «Les plus grands défis de notre époque», à l'invitation du collectif associatif Génération 21. Cette conférence a connu un grand succès, à la fois par l'ampleur du public présent dans une salle plus que pleine et par la pertinence des propos tenus par cet islamologue auteur de plusieurs ouvrages, qui font de lui un des plus grands penseurs de notre temps dans le monde.



Tariq Ramadan lors de sa conférence à la mairie de Saint-Denis aux côtés de la représentante du collectif Génération 21. (photo Gaël Ayan)

À cette occasion, Tariq Ramadan a fait un inventaire de plusieurs graves problèmes auxquels est confrontée l'humanité, en analysant à la fois leurs conséquences, leurs causes et leurs solutions. On peut citer par exemple la globalisation économique, avec le poids de l'économie mondiale dominante sur les économies nationales ainsi que la globalisation de la culture et celle de la communication. Tout cela se fait au détriment des plus pauvres, des cultures et identités infériorisées, avec des effets sociaux et environnementaux très graves.

D'où cette question fondamentale qu'il invite tous les responsables politiques, médiatiques et autres citoyens du monde à se poser : celle du sens et des finalités de ce que

nous faisons. Par exemple, nous utilisons des moyens pour ceci ou cela mais au service de quoi et de qui ? On éduque les enfants pour quoi ? Quelle est la finalité des sciences, des universités... ?

Les résistances

Parmi les autres grands défis à relever selon Tariq Ramadan, on peut citer aussi le respect et la valorisation des atouts de la diversité culturelle, le respect de l'égalité des cultures, l'importance de la mémoire historique afin de combattre toutes les formes de racisme, de sectarisme, de dogmatisme. On assiste en effet, dit-il, à la montée de nouveaux racismes face aux nou-

velles migrations, à des esclavages modernes, à des discriminations identitaires, culturelles et sociales parfois très violentes, avec les effets tragiques que l'on connaît.

Pour faire face à ces problèmes, souligne Tariq Ramadan, nous devons nous attaquer à leurs causes, avoir une attitude responsable, juste et cohérente, faire respecter les singularités par la connaissance de l'autre, mettre en cause l'oligarchie capitaliste en résistant aux multinationales et aux banques qui pillent la planète. C'est pourquoi les résistances culturelles, identitaires et sociales sont toutes très importantes, dit-il.

Un exemple à suivre

À ce sujet, il a cité plusieurs fois le caractère exemplaire de la résistance réunionnaise face aux inégalités, oppressions et diverses formes de racisme. Pour lui, grâce à l'interculturalité réunionnaise, le génie collectif de ce peuple est un exemple à suivre dans le monde entier.

Mais ce génie réunionnais est à enrichir sans cesse par le dialogue entre les humanistes réunionnais afin de bâtir un projet commun pour la communauté de destin de ce peuple, avec de l'éthique en politique et en économie. Et cette vision de l'avenir peut être partagée avec les peuples du monde entier car «nous sommes tous frères et sœurs en humanité», a déclaré Tariq Ramadan, longuement applaudi.

Correspondant

Géranium – cinquième partie

Les chaudières de distillation améliorées des huiles essentielles à Madagascar

L'objectif de l'introduction des chaudières améliorées à Madagascar :

Introduction et diffusion d'une pour réduire la consommation du bois de chauffe par les unités malgaches de distillation de plantes à huiles essentielles. Ce projet a été initié par l'association « Au Rythme de l'Afrique » dans le cadre de ses missions d'accompagnement de structures locales africaines pour l'accès à une énergie durable pour tous. Ce projet lancé officiellement en septembre 2011 en collaboration avec l'ONG malgache l'Homme et l'Environnement concerne l'activité de production d'huiles essentielles à Madagascar. Cette activité génératrice de revenus utilise traditionnellement le bois comme source d'énergie pour le fonctionnement des alambics. Le projet vise à substituer ce bois de chauffe par des résidus de distillation ou autres résidus de biomasse avec un objectif idéal de « zéro bois brûlé ».

Dans ce qui suit, la distillation du géranium n'est pas directement concernée mais le principe de substitution du bois par des résidus de distillation peuvent également concerner le géranium.

Deux systèmes sont utilisés.

La production d'huiles essentielles à Madagascar exige une consommation excessive de bois. Pour tenter de résoudre ce problème les associations « l'Homme et l'Environnement » et « Au rythme de l'Afrique » s'associent dans le but de créer un nouvelle chaudière. Celle-ci permet d'économiser 280 tonnes de bois par an, en remplaçant la consommation de bois par la consommation de feuilles séchées.

L'évaluation des sites, les retour d'expérience et les échanges avec le Professeur Josoa ont permis de déterminer et d'envisager 2 solutions technologiques différentes (mais utilisant toutes les deux les résidus de distillation comme combustible) afin d'être appropriées aux 2 sites ciblés la première année :

Sur le site de Vohibola, c'est un avant-foyer simplifié ou type grille

qui est développé. Ce système nécessite un simple séchage au soleil du combustible. Le prototype a été validé via 3 essais de terrain en conditions réelles sur le site de Ambodoritra. Il est maintenant en phase de reproduction au niveau des autres unités de distillation de Vohibola.

Sur le site de Vohimana, la solution envisagée est un avant-foyer poly-combustible type gazéificateur associé à un séchoir indépendant. L'objectif est d'adapter à Vohimana un système de combustion qui puisse répondre aux conditions climatiques des forêts humides et pluvieuses de l'Est et à la diversité des résidus de distillation trouvés sur place en tant que combustibles. La solution technique envisagée pour répondre à cela est le développement d'un avant-foyer poly-combustible type gazéificateur associé à un séchoir indépendant donc développer en atelier une technologie appropriée qui fonctionne, de la valider et ensuite de l'installer sur site et d'organiser un suivi régulier.

L'objectif est de pouvoir :

- brûler le principal résidu de distillation qui est très fibreux,
- sécher le futur combustible,
- brûler de la sciure de bois,
- déterminer quels autre(s) combustible(s) et dans quelle(s) proportion(s). Le travail de R&D est engagé suivant un cahier des charges élaboré et rédigé en accord avec les différents partenaires (responsable techniques, utilisateurs et le Professeur prestataire). Les recherches appliquées ont débuté en décembre 2011. Des premiers essais ont été réalisés en atelier.

L'avant-foyer de la chaudière à bois d'Ambodoritra a été remplacé par un système d'avant-foyer dit simplifié ou type grille fonctionnant avec 100 % de résidus de distillation. La nouvelle chaudière est ainsi fonctionnelle, efficace et appropriée, elle a été testée et validée lors de 3 essais en conditions normales de fonctionnement. Elle a été mise en service en décembre 2011. Les

résultats sont très positifs :

- **seulement 72 à 82 kg de feuilles séchées sont nécessaires pour effectuer une distillation complète de 3h. Ils remplacent les 1000 kg de bois qui auraient traditionnellement été brûlés,**
- **les performances techniques (rendement, vitesse de distillation...) sont identiques, voire meilleures comparées à celles avec le système de chauffe au bois,**
- **l'appropriation des distillateurs au fonctionnement de nouveau foyer est confirmée. L'efficacité du système permet d'envisager la production d'autres HE qui ne produisent pas forcément des résidus combustibles.**

De ce qui précède on pourrait en tirer des leçons pour notre actuelle et future distillation du géranium :

Rien ne nous oblige à rechercher continuellement du bois pour distiller le géranium. Si on s'inspire des résultats obtenus à Madagascar, pourquoi ne pas faire sécher les déchets de distillation afin de les utiliser à nouveau comme combustible pour la future cuite. A moins de faire des choix différents comme :

– la production de champignons de géranium,

– la production de compost aux fins d'obtenir de l'essence bio de géranium,

– ou bien encore produire du biogaz pour le fonctionnement de chaudières au gaz

2-Il y a lieu de noter que la CAHEB préconise déjà des innovations comme le four à circulation d'air chaud : » Ce système au point techniquement améliore les performances de la distillerie, la réduction des temps de cuite, l'économie du combustible. Par ailleurs l'utilisation de brûleurs sans bois peut être envisagée : fuel, gaz »...

Georges Gauvin

Oté

Ryink pou pèt in kou o Por !

An so moman mi pans in pé mon vié tonton, li lé finn alé pov diab. Poukoué mi pans a li pkis ké toultan ? Mon vié tonton té rèt dann lo sid é son promié fyi té rèt o Por é tanzaot li té rann a èl vizit laba. Kan li té i sava li di a nou « Zordi mi sar pèt in kou o Por ». Sanm pou mwin la minis la kopié si li « èl lé v'ni pèt in kou la Rényon ». Koué la fé kour la minis konm sa sibatman isi zordi ? Mi antan i di, madam la minis lé v'ni èk lo plan. In plan dévlopman pou nout péi ? In plan de sirvi pou bann plantèr ? Kèl èr, in plan pou rokin i di.

Pou anminn in plansh sèurf pou shakinn nout 170000 shomèr la désid glis in kou lo dimansh ? Pètèt toudinkou èl na souvnans i fo okip in kou nout 120 000 moun i koné pa lir ? Konm i fo mitalizé lé mwayin pou fé zékonomi, kan i aprann fé seurf, i aprann osi a lir. Oubli pa madam la minis, néna 52 pour san la popilasyon i sousié in sèl zafer zordi, sé gro sousi rokin.

A mwin, domann pa mwin landrwa néna rokin, mi nyaboura pa réponn. In bann i di sin zil, dopi lo tan mi sar pi la plaz sin zil. Dénié fwa i romont, sanm pou mwin néna in ponyè réyoné i sar pi la plaz sin zil. In boug la koz dann télé é li di konm sa « A zot rényoné vyin défann zot nafèr sa lé a zot » Mi konpran pa poukoué li di sa, konm si li minm li rokoné do fèt ké lé pi a nou. Oté dénié moman mi aprann madam la minis la pass osi par lo Por, pètèt konm mon vié tonton, ryink pou pèt in kou !

Justin

Kosa in shoz ? dovine-dovinaye !

Mon rob lé ver, mon kilot lé rouz ?

Moin mèm tomate.